



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFET DE L' AISNE

Préfecture

Direction des libertés publiques

Bureau de la réglementation générale et des élections

**Arrêté relatif aux tarifs des transports  
par taxis automobiles pour l'année 2017**

**LE PRÉFET DE L' AISNE,  
Chevalier de la Légion d' Honneur,  
Chevalier de l' Ordre National du Mérite**

VU l' article L. 410-2 du code de commerce ;

VU le code de la consommation, notamment ses articles L. 112.1 et L. 112.2 ;

VU le code des transports, notamment ses articles L. 3121-1 et R. 3121-1 ;

VU la loi n° 2014-1104 du 1<sup>er</sup> octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur ;

VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l' exploitation des taxis et voitures de remise ;

VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 modifié réglementant la catégorie d' instruments de mesure taximètres et ses arrêtés d' application ;

VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 modifié relatif au contrôle des instruments de mesure ;

VU le décret n° 2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;

VU le décret n° 2015-1252 du 7 octobre 2015 relatif aux tarifs de taxi ;

VU l' arrêté ministériel du 13 février 2009 relatif aux dispositifs répéteurs lumineux de tarifs pour taxis ;

VU l' arrêté ministériel du 2 novembre 2015 relatif aux tarifs des courses de taxi modifié par l' arrêté du 22 décembre 2016 relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2017 ;

VU l' arrêté ministériel du 6 novembre 2015 relatif à la délivrance de note pour les courses de taxi modifié ;

VU l' arrêté préfectoral du 11 juillet 2011 portant réglementation de l' exploitation des taxis dans le département de l' Aisne ;

VU l' arrêté préfectoral du 16 janvier 2015 relatif aux tarifs des transports par taxis automobiles pour l' année 2015 ;

VU l' arrêté préfectoral n° 2016-897 du 23 septembre 2016 donnant délégation de signature à Mme Perrine BARRÉ, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de l' Aisne, à M. Cédric BONAMIGO, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l' Aisne, à Mme Magali DAVERTON, sous préfète de l' arrondissement de Saint-Quentin, aux directrices, chefs de bureaux et agents de la préfecture de l' Aisne ;

Sur proposition du secrétaire général,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 :**

Sont soumis aux dispositions du présent arrêté les taxis tels qu'ils sont définis aux articles L.3121-1 et R.3121-1 du code des transports, qui prévoient qu'ils doivent être munis des équipements spéciaux suivants :

- 1° Un compteur horokilométrique homologué, dit « taximètre », conforme aux prescriptions du décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise en service de certains instruments de mesure ;
- 2° Un dispositif extérieur lumineux portant la mention « taxi », dont les caractéristiques sont fixées par le ministre chargé de l'industrie, qui s'illumine en vert lorsque le taxi est libre et en rouge lorsque celui-ci est en charge ou réservé ;
- 3° Une plaque fixée au véhicule et visible de l'extérieur indiquant le numéro de l'autorisation de stationnement ainsi que son ressort géographique tel qu'il est défini par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de stationnement ;
- 4° Sauf à ce que le compteur horokilométrique en remplisse la fonction, un appareil horodateur homologué, fixé au véhicule, permettant, lorsqu'une durée maximale d'utilisation du taxi est prescrite par l'autorité compétente, d'enregistrer les heures de début et de fin de service du conducteur ;
- 5° Une imprimante, connectée au taximètre, permettant l'édition automatisée d'une note informant le client du prix total à payer conformément aux textes d'application de l'article L. 112-1 du code de la consommation ;
- 6° Un terminal de paiement électronique, mentionné à l'article L. 3121-1 du code des transports, en état de fonctionnement et visible, tenu à la disposition du client, afin de permettre au prestataire de services de paiement d'accomplir l'obligation d'informations prévue à l'article L. 314-4 du code monétaire et financier.

L'article L. 3121-11-2 du code des transports dispose que pour toutes les courses réalisées par un taxi, quel que soit le montant du prix, le passager peut payer dans le véhicule par carte bancaire. Par conséquent la disposition d'un terminal de paiement électronique est obligatoire.

### **ARTICLE 2 :**

Les tarifs limites applicables au transport de voyageurs par taxis sont maintenus par le présent arrêté à l'identique à ceux pratiqués en 2015 et 2016 dans le département de l'Aisne, toutes taxes comprises.

La lettre U de couleur verte apposée sur le cadran du taximètre reste inchangée.

### **ARTICLE 3 :**

Les taximètres sont soumis à la vérification primitive, à la vérification périodique et à la surveillance prévue par le décret du 13 mars 1978 suivant les modalités fixées dans leurs arrêtés d'application, notamment l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service.

Ces contrôles sont assurés par les organismes de contrôle agréés.

#### **ARTICLE 4 :**

Pour faire apparaître sur le compteur le prix licite de la course, chaque exploitant de taxi est tenu :

- a) de déclencher son compteur au moment de la prise en charge du client, c'est-à-dire soit lorsque ce dernier prend place dans le taxi, soit à partir du moment de la prise d'ordre confirmée par radiotéléphone ou téléphone, lorsque le client demande une course par ce moyen de communication. A ce moment, le dit compteur ne doit indiquer que le montant de la prise en charge soit 1,90 €,
- b) d'utiliser pour chaque course ou partie de course, la position du compteur correspondant au tarif licite fixé à l'article 2, en fonction du jour, de l'heure et des conditions dans lesquelles s'effectue la course. Si le tarif applicable varie en cours de route (passage du tarif de jour au tarif de nuit ou inversement) la position du compteur devra être modifiée au moment de ce changement et le client devra en être informé.

#### **ARTICLE 5 :**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel n° 83/50A du 3 octobre 1983 et de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015, toute perception supérieure ou égale à 25 € TTC doit obligatoirement donner lieu à la délivrance d'une note comprenant les mentions suivantes :

- la date de rédaction de la note,
- les heures de début et de fin de course,
- le nom ou la dénomination sociale du prestataire ou de la société,
- le numéro d'immatriculation du véhicule taxi,
- l'adresse définie par arrêté préfectoral après consultation des organisations professionnelles de taxis et des associations de consommateurs à laquelle peut être adressée une réclamation : la DDPP de l'Aisne – espace Symbiose – 80 rue Pierre Gilles de Génes 02000 BARENTON-BUGNY,
- le montant de la course minimum,
- le prix de la course toutes taxes comprises hors suppléments,
- la somme totale à payer toutes taxes comprises qui inclut les suppléments,
- le détail de chacun des suppléments prévus à l'article 2 du décret n° 20,15-1252 du 7 octobre 2015. Ce détail est précédé de la mention « suppléments »,
- si le client le demande, la note doit également mentionner le nom du client, le lieu de départ et le lieu d'arrivée de la course.

La note doit être établie en double exemplaire.

L'original est remis au client, le double doit être conservé par le prestataire pendant une durée de deux ans et classé par ordre de date de rédaction.

Pour les courses d'un montant inférieur à 25 € TTC, la délivrance de la note est facultative, mais celle-ci doit être remise au client si ce dernier la demande.

Les conditions dans lesquelles la délivrance d'une note est obligatoire ou facultative doivent être rappelées à la clientèle par un affichage lisible dans le véhicule.

Les présentes dispositions sont applicables à tout véhicule nouvellement affecté à l'activité de taxi à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ainsi qu'aux véhicules affectés à l'activité de taxi à une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2012. L'imprimante permettant l'édition automatisée d'une note est un des dispositifs que les taxis peuvent utiliser en remplacement de l'établissement manuel de la note .

#### **ARTICLE 6 :**

Les tarifs fixés par le présent arrêté ainsi que leurs conditions d'application devront être affichés dans le véhicule d'une manière visible et lisible par la clientèle de l'endroit où elle se tient normalement assise.

#### **ARTICLE 7 :**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2014 sont abrogées à l'égard des exploitants qui auront réglé leurs compteurs conformément aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :**

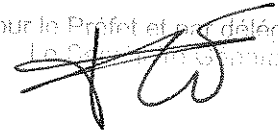
Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément au code de commerce, au code de la consommation et aux règles en vigueur.

**ARTICLE 9 :**

Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, les maires, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le commandant du groupement de gendarmerie du département de l'Aisne, le directeur départemental de la sécurité publique et tous les agents habilités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Fait à LAON, le 30 JAN. 2017

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



Perrine BARRÉ

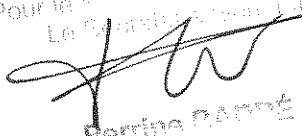
**Annexe à l'arrêté en date du 03 JAN. 2017 relatif aux tarifs des transports  
par taxis automobiles pour l'année 2017**

<p><b><u>PRISE EN CHARGE</u></b> : Par course quels que soient le jour et l'heure</p>	<p align="right"><b>1,90 €</b></p>
<p><b><u>L'HEURE D'ATTENTE OU MARCHE LENTE DE JOUR</u></b> :</p> <p>Entre 7H et 19H, décomptée par chute de 0,10 €</p>	<p align="right"><b>20,78 €</b></p> <p>Chute de 0,10 € toutes les <u>17,32</u> secondes</p>
<p><b><u>L'HEURE D'ATTENTE OU MARCHE LENTE DE NUIT</u></b>:</p> <p>Entre 19H et 7H, décomptée par chute de 0,10 €</p>	<p align="right"><b>25,40 €</b></p> <p>Chute de 0,10€ toutes les <u>14,17</u> secondes</p>
<p><b><u>LE TARIF KILOMÉTRIQUE</u></b> : Par chute au compteur de 0,10 € (la distance initiale étant égale à la première chute)</p> <p><b>TARIF A</b> Course de jour avec retour en charge à la station (effectuée entre 7H et 19H)</p> <p><b>TARIF B</b> Course de nuit avec retour en charge à la station (effectuée entre 19H et 7H) ou course effectuée le dimanche et les jours fériés avec retour en charge à la station</p> <p><b>TARIF C</b> Course de jour avec retour à vide à la station (effectuée entre 7H et 19H)</p> <p><b>TARIF D</b> Course de nuit avec retour à vide à la station (effectuée entre 19H et 7H) ou course effectuée le dimanche et les jours fériés avec retour à vide à la station</p>	<p align="right">le Km <b>0,96€</b></p> <p>Chute de 0,10€ tous les <u>104,16</u> mètres</p> <p align="right">le Km <b>1,18 €</b></p> <p>Chute de 0,10 € tous les 84,74 mètres</p> <p align="right">le Km <b>1,92 €</b></p> <p>Chute de 0,10 € tous les <u>52,08</u> mètres</p> <p align="right">le Km <b>2,36 €</b></p> <p>Chute de 0,10 € tous les <u>42,37</u> mètres</p>
<p><b><u>SUPPLÉMENTS</u></b> pour les transports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>4<sup>ème</sup> personne adulte</b> (pour les véhicules autorisés à transporter 5 personnes)</li> <li>- <b>Bagages</b> (colis ou valises accompagnant le client pris en charge)</li> <li>- <b>Animaux</b> (l'unité)</li> </ul> <p>Les droits de péage pourront être facturés en sus sur justification. Aucun autre supplément ne pourra être réclamé au client</p>	<p align="right"><b>1,74 €</b></p> <p align="right"><b>0,65 €</b></p> <p align="right"><b>0,89 €</b></p>

<p><b><u>TARIF MINIMUM :</u></b></p> <p>Le tarif minimum supplément inclus qui peut être perçu pour une course est fixé à :</p>	<p>7 €</p>
<p><b><u>TARIF NEIGE-VERGLAS :</u></b></p> <p>Si les routes sont enneigées ou verglacées et si le véhicule est effectivement muni d'équipements spéciaux ou de pneumatiques antidérapants dits « pneus hiver », le tarif de nuit correspondant au type de course concernée, peut être pratiqué.</p> <p>Une affichette apposée à l'intérieur du véhicule devra alors indiquer à la clientèle les conditions d'application et le tarif pratiqué.</p>	

Vu pour être annexé à mon arrêté  
en date de ce jour.

LAON, le 30 JAN. 2017

Pour le préfet et par délégation  
Le Préfet  
  
Ferrino BARRÉ